



L'année 2026 ouvrira-t-elle de nouveaux horizons politiques pour les Palestiniens ?

## Description

L'Agence Média Palestine propose une traduction de cette analyse d'Abed Abou Shhadeh, militant basé à Jaffa et ancien représentant de la communauté palestinienne au conseil municipal de Jaffa-Tel Aviv.

« Alors qu'Israël poursuit sa politique d'expansionnisme violent, nos dirigeants sont faibles et divisés. »

Par Abed Abou Shhadeh, le 30 décembre 2025



Ville de Gaza, 29.12.25 (Photographe : Yousef Zaanoun)

L'année 2025 n'a pas été facile pour le peuple [palestinien](#). Elle a vu le [génocide à Gaza](#) se prolonger au-delà de sa deuxième année, dans un contexte d'expansion continue des colonies et de violence des colons en Cisjordanie [occupée](#).

Alors même que des millions de personnes dans le monde descendaient dans la rue pour protester, [Israël](#) continuait à renforcer son influence militaire, en l'absence quasi totale d'un discours politique national remettant en question la politique de l'État (au-delà de la question étroite des otages).

Même l'opposition israélienne, dont le discours est souvent tout aussi violent que celui du gouvernement de coalition, n'a proposé aucun contre-discours pour les Palestiniens. Une fois l'accord de cessez-le-feu entré en vigueur en octobre et les otages commencés à rentrer, le discours public et politique a brusquement abandonné Gaza.

Au lieu de cela, la société israélienne s'est repliée sur elle-même, travaillant un nouveau contrat social autour de l'identité nationale et du fonctionnement attendu des institutions étatiques.

Il est important d'évaluer la situation des citoyens palestiniens d'Israël dans ce contexte. Au début du [génocide](#), le gouvernement et la société israéliens ont travaillé de concert pour

surveiller, réprimer et réduire au silence toute tentative des citoyens palestiniens de s'exprimer ou de s'organiser.

Des mesures [draconiennes](#) ont été mises en place : des étudiants ont été suspendus pour avoir fait des déclarations publiques, des employés ont été licenciés, et des personnalités des médias et de la culture ont été arrêtées ou humiliées publiquement à toutes ces mesures visant à intimider et à paralyser la population.

En 2025, cela n'était plus considéré comme une « simple persécution », mais plutôt comme une transformation structurelle du statut. Si les Palestiniens occupaient autrefois des espaces politiques marginaux où ils pouvaient exprimer des positions dissidentes, le génocide a conduit à l'effondrement complet de ce domaine limité, en réaction à la perte par Israël de sa domination militaire supposée.

Et il ne s'agit pas d'un changement temporaire, mais d'un phénomène beaucoup plus large qui transcende les principaux secteurs en Israël.

## Attaque contre le droit de vote

Un exemple frappant ne vient pas de la coalition au pouvoir, mais de l'opposition israélienne. En octobre, le chef de l'opposition [Yair Lapid](#) a proposé des restrictions du droit de vote, déclarant que ceux qui ne servent pas dans l'armée devraient être privés de leur droit de vote à une déclaration faite en sachant pertinemment que les citoyens palestiniens ne sont pas appelés sous les drapeaux.

Cela créerait un cadre dans lequel les droits fondamentaux seraient conditionnés à la participation aux efforts militaires d'Israël. Si cette proposition est issue du conflit politique entre les partis laïques et haredim, elle reflète une volonté plus large de la part d'Israël de poursuivre et d'étendre ses guerres, ce qui nécessite soit de recruter les haredim et les Arabes dans l'armée ou le service national, soit de priver les non-participants de leurs droits et ressources.

Dans le même temps, la société israélienne a exprimé son ressentiment : « Pourquoi les citoyens palestiniens ne paient-ils pas eux aussi le prix de la guerre ? »

Pendant ce temps, alors que le monde observe avec horreur les évènements à Gaza, le gouvernement israélien a intensifié la répression politique et les politiques de démolition sanctionnées par l'État. Dans toute la région du Néguev, dans le sud d'Israël, [on estime](#) que 11 000 structures ont été démolies au cours des deux dernières années, dont 2 500 maisons d'habitation, déplaçant des milliers de personnes.

Dans le même temps, de sévères coupes budgétaires ont visé les Palestiniens en Israël. Selon le [Mossawa Center](#), le budget de l'État pour 2025 prévoyait des coupes de plus de deux milliards de shekels (626 millions de dollars) dans le financement des programmes et des services destinés aux communautés arabes.

Ce financement est pourtant indispensable, d'autant plus que 2025 a été l'année la plus meurtrière jamais enregistrée pour les citoyens palestiniens d'Israël : au total, [252 citoyens arabes](#) ont été tués dans des incidents violents et criminels, un taux disproportionnellement plus

Il est évident que le nombre de décès enregistrés parmi les Israéliens juifs. La police israélienne, dirigée par le ministre de la Sécurité nationale Itamar Ben Gvir, n'a pas seulement échoué à endiguer cette violence, mais n'a [utilisé que la moitié](#) du budget quinquennal alloué à cette fin.

Ces événements s'inscrivent dans une tendance structurelle plus large, dans laquelle les institutions étatiques ont été affaiblies au point que la police semble de plus en plus encline à répondre à la [pression exercée](#) par les réseaux sociaux d'extrême droite, plutôt qu'à agir en tant qu'organe public chargé de faire respecter la loi. Dans le cadre de ce nouveau modèle, les groupes de droite surveillent l'activité numérique et politique des Palestiniens, traduisent les messages en arabe vers l'hébreu et les diffusent sur les réseaux d'extrême droite ; la police procède ensuite à des interrogatoires, des intimidations ou des arrestations.

## Demande urgente

L'année prochaine, des élections législatives auront lieu en Israël. Pour les citoyens palestiniens, la demande la plus urgente est l'unité entre les partis politiques arabes, non pas parce qu'ils croient que le système politique israélien peut être « réparé », mais parce qu'ils comprennent à quel point le climat politique est devenu dangereux, avec une [vague de législations](#) sans précédent visant les Palestiniens, parallèlement à des discussions ouvertes sur le « [transfert de population](#) », les sondages montrant que la plupart des Israéliens juifs sont favorables à l'expulsion des Palestiniens du pays.

Hassan Jabareen, fondateur d'Adalah, a un jour [décrit une image fondatrice](#) des premières années qui ont suivi la [Nakba](#) : des Palestiniens arrivant aux bureaux de vote en brandissant des drapeaux blancs, non par conviction démocratique, mais par peur. La rumeur disait que ceux qui ne voteraient pas seraient expulsés. À l'époque, les Palestiniens vivaient sous le régime militaire.

Le discours actuel autour des élections est façonné par des craintes similaires : l'objectif de l'unité n'est pas poursuivi par optimisme, mais comme une stratégie de survie face à une menace existentielle.

Pourtant, la politique palestinienne est confrontée à de profondes divisions internes. Malgré le génocide et l'incitation à la haine contre les Palestiniens, le leader de la Liste arabe unifiée, Mansour Abbas, rejette l'unité et [préfère plutôt](#) l'intégration au sein de l'état israélien, luttant pour obtenir une place dans le prochain gouvernement du pays.

D'autres partis arabes représentant un courant national-démocratique affirment que le génocide de Gaza n'est pas un épisode temporaire et soulignent les dangers des changements structurels au sein d'Israël, notamment l'expansionnisme, l'affaiblissement des institutions et un racisme sans précédent.

Malgré les espoirs que les événements des deux dernières années entraîneraient une réévaluation de la participation politique aux élections israéliennes, le sentiment dominant est que les Palestiniens en Israël sont livrés à eux-mêmes. L'Organisation de libération de la Palestine continue d'ignorer leur existence ; les états arabes les considèrent simplement comme

un moyen d'influencer les résultats électoraux ; et le monde occidental soutient l'idée d'un « État juif » une manière qui renforce la suprématie juive, même au sein de la société israélienne.

À l'approche de la fin de l'année 2025, il est impossible de comprendre la situation des citoyens palestiniens d'Israël indépendamment de celle du peuple palestinien et du mouvement national dans son ensemble. Nos dirigeants sont fragmentés, Israël s'attend et nos institutions politiques sont faibles et dépassées.

Pourtant, malgré la répression et la discrimination, l'année 2025 a également vu les débuts d'organismes locaux adoptant une voix nationale claire, s'accrochant fermement à la vérité et au peuple palestinien. Bien que les défis restent immenses, de telles initiatives apportent de l'espoir et la possibilité d'un nouvel horizon politique en 2026.

Traduction : JB pour l'Agence Média Palestine  
Source : [Middle East Eye](#)

**date créée**  
2026/01/06